

POLOGNE

« On pense déjà aux entreprises de demain »

Dix ans après son entrée dans l'Union européenne, la Pologne peut s'enorgueillir d'une large amélioration de son niveau de vie. Le pays entend maintenant confirmer, et prouver qu'il n'est pas qu'une terre de bas salaires.

Alors que les sites industriels ferment les uns après les autres en Europe de l'Ouest, des postes de travail se créent par dizaine de milliers en Pologne. Toyota, LG, Siemens, et autres géants de l'automobile et de l'électronique ont trouvé à l'Est une nouvelle terre promise. « En 1994, au lendemain de la transition démocratique, nous avons lancé de grands investissements : routes, télécommunications... », explique Ryszard Pacholik, le maire de Koberzyce. La petite ville de basse Silésie est alors touchée par la fermeture de ses sites miniers, jugés non rentables. « De nouveaux investisseurs sont rapidement arrivés. D'abord des équipementiers automobiles comme Faurecia, puis des fabricants électroniques comme LG... En ce moment, c'est Amazon qui construit un second entrepôt. Il comptera 4.000 travailleurs en temps normal, et 6.000 pendant les fêtes. »

« ÉCONOMIE LOW COST »

Ces chiffres ne cachent pas de « miracle » polonais. « La Pologne une économie low cost », reconnaît Krol Mieczyslaw, directeur général du site de Faurecia. Le coût horaire d'un travailleur y est de 7,6€, contre 38€ en Belgique, ou 31,3 € chez le voisin allemand. Le taux d'imposition des entreprises pla-



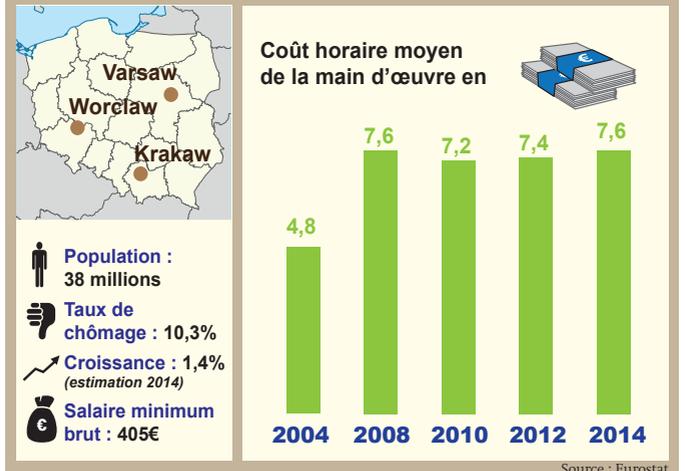
De grandes sociétés industrielles ont transféré leurs sites de production en Pologne. L'équipementier automobile Faurecia, qui y emploie 7.000 personnes, dit y trouver de « bonnes conditions pour une production de produits standards à grande échelle ».

fonne à 19 %, loin derrière les 33 % appliqués en Belgique. Et, comme ses voisins, l'économie polonaise n'hésite pas à offrir de généreuses exonérations fiscales aux entreprises qui s'engagent à créer de l'emploi. Autant d'arguments qui ont poussé les grandes entreprises à investir dans le pays, et notamment dans la région de Wrocław. Bien connectée au réseau autoroutier, à quelques kilomètres de la frontière allemande, la Basse Silésie s'affiche comme une terre promise pour les productions massives destinées à l'export.

La population profite de ce développement économique sans précédent. Avec la création de dizaines de

milliers de postes de travail, le niveau de vie a progressé comme jamais auparavant. Le PIB par habitant a progressé de 61 %, passant de 10.900€ en 2004 à 17.500 € en 2013 (contre 30.500€ en Belgique). « Mais nous sommes bien conscients que beaucoup d'entreprises sont attirées par le faible coût du travail, et qu'elles partiront dès qu'elles trouveront mieux ailleurs », admet Barbara Kasnikowska, directrice d'une des zones économiques spéciales créées pour attirer les entreprises. Et s'il faudra encore du temps pour que les salaires polonais s'alignent sur les salaires d'Europe de l'Ouest, leur rapide progression (voir tableau ci-contre) pourrait remettre en cause l'attrac-

Les chiffres clé de la Pologne



tivité du pays. « C'est pour cela que nous devons dès à présent anticiper la suite de notre développement économique, attirer les entreprises de demain. »

NOUVELLES TECHNOLOGIES

À Wrocław, les autorités régionales savent qu'elles doivent miser sur des activités à haute valeur ajoutée. C'est la seule solution pour éviter une désindustrialisation coûteuse en poste de travail, comme en France ou la Belgique. En premier lieu, les acteurs économiques locaux veulent profiter de la présence de grandes entreprises pour opérer des transferts de compétences. Ils observent avec satisfaction que plusieurs multinationales remplacent leurs cadres expatriés par des locaux. « Quand ils s'installent ici, ils sont prudents. Et puis, ils voient qu'il y a de la main-d'œuvre de qualité, bien formée, et souvent avec une expérience de l'étranger. Ils leur laissent

progressivement plus de responsabilités », souligne Krol Mieczyslaw, de Faurecia. Dernier exemple en date, le constructeur de quads Polaris. Ses 20 cadres américains partiront d'ici deux ans, le temps de finir de former leurs homologues polonais.

Le dernier défi sera d'attirer la recherche et développement de ces grands groupes, et non plus uniquement leurs activités productives, qui génèrent moins de valeur ajoutée. « IMF, une société allemande, s'est lancée, avec l'engagement de 50 ingénieurs polonais », se félicite Barbara Kasnikowska. « J'espère que, comme eux, d'autres entreprises qui sont venues pour des activités de production vont se rendre compte qu'il y a mieux à faire ici, qu'il y a tout ce qu'il faut pour développer des activités de recherche et développement. Actuellement, Toyota y réfléchit. Mais ça reste à confirmer. »

À Wrocław,
Camille Goret
@Camille_Goret

La haute technologie pour l'avenir

À quelque kilomètre de l'aéroport, le Wrocław Technology Park a comme un air de Silicon Valley. Bâtiments ultramodernes, zones de détente pour les travailleurs, espaces de discussion... « Nous faisons tout pour attirer les entreprises technologiques », explique Karol Klosiewicz, l'un des responsables du complexe. « Nous avons investi dans du coûteux matériel de recherche, que les entreprises peuvent louer. Pour les start-up, cette mutualisation des moyens est essentielle. Elle leur épargne de trop lourds investissements, qui tuent un projet dès la naissance. » Michal Bieniek, Ceo

d'Apeiron Synthesis n'a pas manqué l'opportunité. « Grâce à ce système, nous avons pu lancer notre activité de catalyse organométallique avec moins de 2 millions € », se félicite-t-il. Sa société, qui emploie 18 personnes, dont la moitié de scientifiques, détient désormais cinq brevets. « Nous ne voulons pas n'être que les fournisseurs de grandes sociétés ouest européennes ou américaines », reprend Karol Klosiewicz. « Nous devons nous aussi innover, faire de la recherche et développement. C'est comme cela que nous consoliderons les emplois créés ces dernières années. » ■



Puissance montante de l'UE

Le développement économique de la Pologne va avec une influence politique croissante pour Varsovie. En juin dernier, les 28 chefs d'États et de gouvernements ont choisi le polonais Donald Tusk (photo) pour remplacer Herman Van Rompuy au poste de président du Conseil européen. La mise en place de la Commission dirigée par Jean-Claude Juncker confirme cette influence croissante. La commissaire polonaise, Elzbieta Bienkowska, a obtenu le portefeuille du Marché intérieur et de l'Industrie. ■

CHIFFRE du jour

82,5 milliards €

Le développement économique de la Pologne s'est largement appuyé sur les fonds européens. 82,5 milliards € devraient être apportés par l'UE entre 2014 et 2020. C'est plus que pour la période 2007-2014 (67,3 milliards €). La Pologne est membre de l'Union européenne depuis 2004.